

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA Lacq

Etablissement de Lacq
BP n 13
64170 Lacq

Références : DREAL/2026D/2726

Code AIOT : 0005205103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement ARKEMA Lacq implanté Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection intervient dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle pour l'année 2026. Le référentiel de l'inspection est basé sur l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et plus spécifiquement sur les Mesures de Maitrise des Risques (MMR).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Lacq
- Pôle Economique - 1, RN 117 BP n°13 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005205103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site d'Arkema sur la plate-forme de Lacq est dédié à la fabrication de produits chimiques organiques soufrés pour diverses applications.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 1999 et réglementé à travers plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires. Le site est classé IED et Seveso Seuil haut, et a fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 06 mai 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement des événements des bacs de stockage de DMDS	AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Liste MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	MMR - Efficacité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	MMR - Cinétique	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	MMR - Test	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet
6	MMR - Maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté l'application de l'exploitant dans le suivi des MMR, la réglementation est connue et maîtrisée. Des pistes d'amélioration ont été identifiées et une non-conformité a été relevée pour laquelle l'exploitant justifiera la prise en compte de cet écart et les mesures prises ou prévue pour y remédier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des événements des bacs de stockage de DMDS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/11/2024, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des événements des bacs de stockage de DMDS
Prescription contrôlée : Arkema mettra en service avant le 1 ^{er} janvier 2026 un traitement du ciel gazeux des bacs de stockages généraux de DMDS.
Constats : L'arrêté préfectoral du 26 février 2026 acte la mise en place du traitement du ciel gazeux des bacs de stockages généraux de DMDS via une unité de charbons actifs. L'exploitant précise que le système est opérationnel depuis le 1 ^{er} janvier 2026 et qu'il présente des problèmes de déclenchement intempestif de détection de monoxyde de carbone qui entraînent le court-circuit fréquent de l'unité de traitement. Des prises d'échantillons sont réalisés à fréquence hebdomadaire et montre l'absence de COV en sorti de traitement. Ainsi, le traitement est donc efficace mais sa plage de fonctionnement est réduite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera les raisons de ces déclenchements intempestifs ainsi que le plan d'actions prévu pour y remédier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Liste MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste MMR (Site SEVESO)
Prescription contrôlée : Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. « Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux. » (cf. AM du 28/02/2022 modifiant l'AM du 26/05/2014 et du 04/10/10)
Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le 06 février 2026 le document nommé "Liste MMR site de Lacq" qui présente par MMR :

- l'unité correspondante,
- le nom,
- la boucle de sécurité,
- les éléments constituant la MMR,
- le taux de défaillance minimum requis (PFD).

Concernant cette liste, l'inspection note que :

- les noms des MMR correspondent à ceux des études de danger,
- les scénarios de référence des EDD ne sont pas mentionnés,
- la fonction de sécurité est bien précisée,
- les exigences d'indépendance ne sont pas précisées,
- les performances attendues sont évoquées,
- les données identifiées dans l'EDD et justifiées par les fiches barrière ne sont pas mentionnées,
- les critères de pérennité ne sont pas mentionnés.

Par sondage, l'étude de danger de l'atelier MM/DMS a été consultée, l'annexe 8-5 présente la liste des MMR incluant les éléments manquants précités sauf pour le niveau de confiance qui n'apparaît pas.

L'exploitant considère que le niveau de confiance et le PFD sont équivalents.

Observation : une incohérence est à lever concernant le PFD de la MMR "MM_Chargement_MMR5" :

- à 0,1 dans l'annexe 8.5 de l'EDD MM/DMS,
- NA dans le fichier transmis le 06 février 2026 et dans la fiche de synthèse de la MMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionnera sur le PFD à retenir de la MMR "MM_Chargement_MMR5" et transmettra le nœud papillon final de l'événement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : MMR - Efficacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A

Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité y compris indépendance
Prescription contrôlée : Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023 A. - L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; Ces actions sont tracées. - (...)
Constats : L'inspection s'est portée par sondage sur la Mesure de Maîtrise des Risques (MMR) identifiée "MM_Généraux_MMR8" de l'événement redouté central (ERC) « Rupture franche des lignes de soutirage des stocks jours - zone pomperie - Stock jours ». La fiche individuelle de sécurité (FIS) et la fiche de vie de la MMR ont été consultées. Le seuil de déclenchement est bien celui prévu dans l'étude de danger. Le détail des constats est présenté en partie confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant proposera une mise à jour des fiches tactiques permettant d'identifier facilement le lien entre les scénarios PPI incluant leurs distances d'effets et les fiches tactiques. L'exploitant expliquera l'étiquetage des capteurs qui ne correspond pas toujours à la substance recherchée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : MMR - Cinétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique
Prescription contrôlée : L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
Constats : L'inspection s'est portée par sondage sur la MMR identifiée "MM_Généraux_MMR8" de l'événement redouté central (ERC) « Rupture franche des lignes de soutirage des stocks jours - zone pomperie - Stock jours ». Le mode opératoire* a été vu par l'inspection, il présente les différents tests effectués sur les MMR Instrumentées (MMRI) afin de tester l'ensemble de la chaîne avec :

<ul style="list-style-type: none"> - la vérification du capteur et l'acquisition de la mesure, - le test d'action de l'acquisition de la mesure à la manœuvre, - le test de la manœuvre par le code sortie, - le test global dit réel. <p>Le détail des constats est présenté en partie confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera quel est l'objectif de temps de réponse fixé pour la fermeture des vannes par les automates ainsi que les mesures mises en œuvre pour respecter le temps de réponse global de la MMR fixé à 30 secondes pour la vanne défaillante.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : MMR - Test

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Testabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est portée par sondage sur la MMR identifiée "MM_Généraux_MMR8" de l'événement redouté central (ERC) « Rupture franche des lignes de soutirage des stocks jours - zone pomperie - Stock jours ».</p> <p>Le document « Test 86XS86001 (MMR) Sécurité détection H₂S / MM » a été vu, il présente le test de fermeture des vannes via un déclenchement par invalidité de capteurs H₂S.</p> <p>Le résultat de ce test réalisé le 6 juin 2024 lors de la période du grand arrêt conclut à la bonne marche de la MMR et à la fermeture de toutes les vannes concernées.</p> <p>La fiche individuelle de sécurité de la MMR indique les fréquences de test des vannes TOR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : MMR - Maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

Le programme de maintenance est défini dans les fiches de vie et dans les fiches individuelle de sécurité de chaque MMR et les opérations sont reportées dans le logiciel de suivi de la maintenance du site.

Une vérification des échéances est faite au trimestre par la gestionnaire capteurs critiques.

L'inspection s'est portée par sondage sur la MMR identifiée "MM_Généraux_MMR8" de l'événement redouté central (ERC) « Rupture franche des lignes de soutirage des stocks jours - zone pomperie - Stock jours ». La fiche de vie de cette MMR présente 2 dépassements de date de maintenance dus à une absence de mise à jour de la fiche.

Type de suites proposées : Sans suite